



EDITO

Le dialogue et la collaboration entre le secteur public et le secteur privé sont de la plus haute importance en ces temps d'incertitude mondiale où les pandémies, les conflits internationaux, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et les catastrophes environnementales ont mis à l'épreuve la compétitivité de nos petites et moyennes entreprises (PME) et le bien-être général de nos populations. Les Journées des Affaires, organisées par le Secrétariat de l'OEACP à Luanda, en Angola, en marge du 10^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OEACP est un pas dans la bonne direction.

La raison d'être de notre organisation est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté grâce, entre autres, à l'intégration progressive de nos pays dans l'économie mondiale. Pour atteindre cet objectif, nous devons veiller à ce que nos secteurs public et privé travaillent main à la main de manière structurée et globale. Nos efforts conjoints doivent être orientés vers le renforcement de la compétitivité et de la résilience des PME dans les pays et régions de l'OEACP.

Nos PME n'ont souvent pas accès aux processus de décision dans lesquels les politiques économiques et industrielles sont élaborées aux niveaux national, régional et, plus encore, international. Nos PME, comme beaucoup d'autres dans les pays en développement, sont moins productives que les grandes entreprises et luttent souvent pour survivre et se développer. La compétitivité de nos PME dépend de leur capacité à mobiliser les ressources financières et humaines nécessaires et à atteindre les consommateurs de manière rapide et efficace.

Pour prospérer, nos PME ont besoin, entre autres : d'assistance pour répondre aux normes de qualité et aux certifications internationales ; d'écosystèmes dynamiques et innovants soutenus par des systèmes de propriété intellectuelle efficaces ; de réseaux Internet, routiers, portuaires et aéroportuaires de classe mondiale et de systèmes et technologies de paiement modernes ; de ressources humaines bien formées et efficaces ; et surtout, d'un accès à des financements abordables à long terme.

L'OEACP s'engage à continuer à jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la compétitivité de notre secteur privé sur le marché mondial en renforçant le dialogue et la coopération entre le public et le privé. Notre objectif est de travailler avec toutes les parties prenantes en vue de transformer nos économies, de les rendre plus durables, plus inclusives et plus résistantes aux chocs externes.

Les Journées des Affaires de l'OEACP en Angola ont été une étape importante dans la poursuite d'un dialogue public-privé global et constructif à l'échelle de l'OEACP qui favorisera la compétitivité de nos PME et contribuera à des sociétés plus justes, prospères et pacifiques pour les générations à venir.

“Promouvoir la compétitivité des MPME de l'OEACP sur le marché mondial”

Les 7 et 8 décembre 2022, le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) a organisé les « Journées des Affaires de l'OEACP », un événement de haut niveau qui s'est tenu à Luanda, Angola, en marge du 10^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OEACP.



Les 7 et 8 décembre 2022, le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) a organisé les « Journées des Affaires de l'OEACP », un événement de haut niveau qui s'est tenu à Luanda, Angola, en marge du 10^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OEACP.

L'événement était structuré autour des composantes suivantes :

- Une journée complète d'ateliers sur les principaux défis et opportunités pour le développement du secteur privé dans les pays ACP.
- Un dialogue public-privé de haut niveau autour du thème principal : « Promouvoir la compétitivité des PME de l'OEACP sur le marché mondial ».

Un « Village OEACP des Affaires » a servi de carrefour entre l'interactivité directe, l'innovation et le réseautage pour tous les participants, y compris les représentants du secteur privé et les officiels.

Lors de son allocution d'ouverture, S.E. M. Georges Rebelo Pinto CHIKOTI, Secrétaire Général de l'OEACP, a constaté l'évolution des cadres politiques, en particulier le nouvel Accord de Partenariat OEACP-UE. « Notre relation spéciale (avec l'UE) se poursuivra pendant les 20 prochaines années, avec l'Accord de SAMOA qui sera bientôt signé. Grâce au partenariat avec l'Union européenne, nous avons mis en œuvre conjointement des programmes de développement du secteur privé sous les auspices du Cadre conjoint ACP-UE de coopération pour le Développe-

ment du Secteur Privé. » L'OEACP collabore également étroitement avec les partenaires régionaux, en veillant à ce que les activités mises en œuvre au niveau de l'OEACP complètent et soutiennent les initiatives régionales telles que l'Accord de libre-échange continental africain, l'Initiative de commerce et d'investissement afro-caribéen et les Initiatives d'intégration régionale du Pacifique.



Le rôle crucial du secteur privé, en particulier des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) en tant que moteurs de la croissance économique inclusive a été souligné par tous les intervenants



lors de la cérémonie d'ouverture. Pourtant, il est nécessaire de promouvoir un dialogue fort et continu avec le secteur public. « L'UE a adopté une approche à deux volets pour promouvoir un environnement commercial sain et stable et pour encourager un meilleur accès au financement. D'une part, nous soutenons les gouvernements dans leurs efforts pour mettre en place



Escipión J. OLIVEIRA GOMEZ,
Sous-Secrétaire Général, Transformation Économique
Structurale et Commerce de l'OEACP



des réformes du climat d'investissement et de l'environnement des affaires qui favorisent la stabilité, la transparence et renforcent la confiance, un élément clé pour le développement du secteur privé. Dans le même temps, nous avons promu les investissements publics et privés et accru l'accès au financement grâce à différents mécanismes de réduction des risques tels que les garanties et les opérations de financement mixte, dont beaucoup sont soutenus conjointement par nous et l'OEACP », a déclaré S.E. Mme Jeannette SEPPEN, Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne en Angola.



Renforcer les organisations du secteur privé et approfondir le dialogue public-privé

Les Journées des Affaires de l'OEACP se sont articulées autour des trois thèmes suivants, chacun alimentant un panel spécifique :

- Redéfinir la Stratégie de Développement du Secteur Privé (DSP) de l'OEACP
- Croissance des MPME et accès à un financement abordable
- Développer des chaînes de valeur agricoles durables.

Le premier panel, consacré à la redéfinition de la Stratégie de Développement du Secteur Privé (DSP) de l'OEACP, a débuté avec l'intervention de M. Junior Lodge, expert en commerce et développement doté de 25 ans d'expérience professionnelle, qui a présenté le plan de la Stratégie DSP révisée de l'OEACP.

Les échanges ont pointé une série de nouvelles données - notamment le BREXIT, le COVID-19, la crise ukrainienne qui a fait augmenter les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la montée des problèmes de durabilité avec l'ensemble de questions réglementaires entraînant de lourds coûts de mise en conformité pour les MPME, et le risque d'une récession mondiale avec un impact très négatif sur les MPME de l'OEACP. Le projet de stratégie DSP reconnaît également les opportunités de commerce et d'investissement existantes pour les MPME de l'OEACP.

Les participants à cette consultation ont convenu que pour saisir ces opportunités, il est essentiel de :

- Améliorer l'environnement des affaires ;
- Favoriser l'innovation, l'esprit d'entreprise et la compétitivité et approfondir le dialogue public-privé pour développer des stratégies sectorielles ;
- Faciliter l'accès au financement et améliorer l'accès effectif au marché.

Huit priorités ont été identifiées, à savoir : i) tirer parti de la proximité physique de l'OEACP avec les principaux pays industrialisés en faisant progresser les pactes de mobilité ; ii) promouvoir les énergies renouvelables pour alimenter l'industrialisation verte ; iii) promouvoir l'économie bleue ; iv) promouvoir le tourisme durable ; v) renforcer les industries créatives ; vi) renforcer les chaînes de valeur agricoles ; vii) développer le commerce numérique ; et viii) soutenir les services professionnels.

« La mise en œuvre de la Stratégie DSP de l'OEACP repose en premier lieu sur l'habilitation du Forum des Affaires de l'OEACP, avec ses membres d'Organisations intermédiaires régionales, à agir en tant qu'instrument de mise en œuvre au niveau de l'OEACP. Cela implique principalement de faire avancer le plaidoyer pour soutenir les réformes politiques et la capacité institutionnelle, la propagation des bonnes pratiques et le suivi de la mise en œuvre du DSP », indique Junior Lodge. La réorientation du financement du développement de l'UE vers des enveloppes régionales et nationales signifie que la mise en œuvre du DSP de l'OEACP sera ancrée par des actions prises par des Organisations intermédiaires régionales/continentales spécifiques de l'OEACP avec des groupements commerciaux. Un dernier élément consiste à appliquer une série de principes pour mettre en œuvre la stratégie de DSP de l'OEACP, notamment la priorisation de l'inclusion des femmes et des jeunes, la promotion d'interventions transformatrices et le renforcement des partenariats avec plusieurs entités commerciales, des organisations non-ACP.

Mme Mmantlha SANKOLOBA, Présidente du Forum des Affaires de l'OEACP, a souligné qu'il est important que le Forum des Affaires s'approprie la Stratégie révisée. Elle a également réitéré l'impératif d'approfondir les partenariats avec tous les acteurs clés - gouvernements, principales communautés économiques régionales, organisations d'appui aux entreprises et tous les partenaires au développement. Mme SANKOLOBA, qui est également PDG de l'Association des Fabricants et Exportateurs du Botswana, a noté que la mise

en œuvre de la Stratégie révisée devrait aborder les questions clés comme l'amélioration du développement des MPME : « La priorité du Forum des Affaires de l'OEACP est de promouvoir le commerce, l'investissement, les infrastructures et le renforcement des capacités, avec un accent particulier sur le renforcement des micro, petites et moyennes entreprises. », a rappelé la Présidente.

D'autres membres du Forum des Affaires ont souligné la nécessité d'approfondir le processus de consultation pour assurer l'appropriation de la Stratégie révisée de DSP de l'OEACP. Ils ont tous convenu que le renforcement des organisations du secteur privé était essentiel pour plaider en faveur d'un meilleur environnement des affaires et approfondir les consultations public-privé en vue d'élaborer des stratégies sectorielles. Il fut suggéré que la mise en œuvre de la stratégie DSP de l'OEACP de 2015 soit examinée afin d'en retirer les bonnes pratiques et les enseignements. En outre, l'intelligence commerciale et la cartographie des investissements devraient être appliquées pour exploiter les opportunités de commerce et d'investissement intra-OEACP. D'autres domaines d'intérêt ont également été mentionnés : identification de la valeur ajoutée de la collaboration au niveau de l'ensemble de l'OEACP ; cohérence avec les stratégies régionales/continentales ; hiérarchisation des interventions et énumération de cibles spécifiques ; mécanismes de livraison optimaux et suivi mis en œuvre ; et financement.





Faciliter la croissance des MPME et l'accès au financement

Le deuxième panel des Business Days a cherché à identifier les solutions innovantes disponibles aux MPME de l'OEACP pour répondre à leurs besoins d'investissement et de financement. Les interventions des panélistes et les discussions avec les participants ont également permis le partage d'expériences sur les nouveaux mécanismes, stratégies, pratiques et modèles commerciaux et de financement pour le Développement du Secteur Privé dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Une série d'instruments financiers ont été examinés et discutés afin de comprendre comment ils peuvent bénéficier aux MPME et à la croissance de leur écosystème.

Favoriser un environnement favorable au développement des MPME tout au long de leur cycle de vie est un domaine dans lequel les associations professionnelles devraient avoir un rôle à jouer pour faire le pont entre les niveaux micro et macro. Cela a également été réitéré par Mme Sylvia SOLF, Spécialiste principale Secteur privé, Climat des Affaires, au Groupe Banque Mondiale, a déclaré : « Des cadres juridiques et des institutions solides peuvent permettre des instruments de financement innovants adaptés aux besoins des MPME. Avec un environnement commercial qui crée des opportunités, le gouvernement et les décideurs politiques peuvent aider les entrepreneurs à se développer et à créer des emplois. »



Un autre point d'attention était la nécessité de mobiliser des financements publics et de mobiliser des ressources privées, tout en réduisant les risques et/ou en encourageant la prise de risques, en mettant en place des mécanismes de financement mixte et des garanties. AgriFI est une facilité d'investissement à impact financée par l'UE et dont le mandat est de fournir un financement à moyen et long terme aux



entreprises du secteur privé actives dans la chaîne de valeur agroalimentaire, en mettant l'accent sur les petits exploitants agricoles. Le volet régional AgriFI-ACP est géré par EDFI, qui représente les Institutions Européennes de Financement du Développement. Au cours de son intervention, M. Bart COENEGRACHTS, responsable principal des investissements chez EDFI, a expliqué qu'une approche de la chaîne de valeur agricole dans les investissements est essentielle, car des chaînes de valeur qui fonctionnent bien apportent des revenus plus élevés aux petits agriculteurs et stimulent de nouvelles opportunités génératrices de revenus. M. COENEGRACHTS a également déclaré qu'« il est crucial que les différents acteurs coordonnent leurs approches pour améliorer l'accès au financement des MPME agricoles, garantissant ainsi des cadres réglementaires propices, des investissements dans des modèles commerciaux innovants et la fourniture d'instruments à haut risque qui catalysent des financements supplémentaires. » Réduire les risques inhérents à des configurations spécifiques telles que les chaînes de valeur agricoles (par exemple, le financement de la chaîne de valeur, l'investissement d'impact) et réduire les coûts de transaction avec des instruments innovants tels que la fintech, les plateformes de marché numériques/le financement participatif et l'investissement d'impact a également été proposé comme une priorité.

L'accès à un financement abordable et l'inclusion financière, en particulier dans les entreprises dirigées par des femmes, les initiatives pour les jeunes et les entreprises informelles, sont prises en compte dans plusieurs programmes actuellement mis en œuvre dans le cadre de la Plateforme conjointe OEACP-UE de Développement du Secteur Privé. M. Benjamin OKONKWO est le responsable du suivi et

de l'évaluation de la Fondation Tony Elumelu (TEF). A propos du programme Women Entrepreneurship for Africa (WE4A), mis en œuvre par la GIZ et TEF, M. OKONKWO a souligné la nécessité de réaliser la mise à l'échelle : « Nous avons créé un environnement qui garantit que l'argent ne va pas seulement aux entrepreneurs. Au-delà de la survie des entreprises, nous avons commencé à penser au financement de deuxième étape. Nous pouvons donc stimuler ces entreprises, mais pour leur assurer une pérennité, les jeunes entreprises ont besoin ensuite d'évoluer et d'être capables de mobiliser des financements. » WE4A vise à améliorer la capacité commerciale des entreprises dirigées par des femmes afin d'augmenter leurs chances de lever des fonds de suivi auprès d'investisseurs du secteur privé. La phase initiale est complétée par un programme d'accélération virtuelle avec accès à des subventions supplémentaires associées à 3 mois d'assistance technique.



Enfin, plusieurs intervenants ont plaidé pour la promotion de la gestion des connaissances et du partage des bonnes pratiques entre les programmes ACP et ont appelé les agences de mise en œuvre à rendre les informations disponibles, à créer un référentiel de données, à échanger et à apprendre les uns des autres.



Développer des chaînes de valeur agricoles durables

Les chaînes de valeur agricoles durables étaient au centre du troisième panel des Journées des Affaires de l'OEAC. Les panélistes ont souligné l'importance de renouveler et de renforcer les politiques et les investissements pour répondre aux nouvelles exigences du marché, y compris les aspects économiques, sociaux et environnementaux, afin de faciliter l'accès des produits agricoles ACP aux marchés internationaux et régionaux. En particulier, certaines actions clés ont été recommandées. Investir dans le capital humain à toutes les étapes des chaînes de valeur pour créer de nouvelles filières et augmenter l'impact de façon exponentielle est l'action citée par M. Jeremy KNOPS, Délégué Général du COLEACP : « *Les mutations en cours du modèle agroalimentaire mondial vont nécessiter un renforcement continu des capacités et des formations pour les générations actuelles et futures de producteurs, entrepreneurs, consultants, techniciens, et tous les acteurs économiques du système agricole et alimentaire.* »



Représentant le Pacific Island Farmers Organization Network (PIFON), M. Eddie WILSON a insisté sur la nécessité de se concentrer sur la technologie, la numérisation et l'innovation des produits pour améliorer la diversification et la valeur ajoutée de l'agro-industrie, mais aussi pour accroître l'accès à de nouveaux marchés et

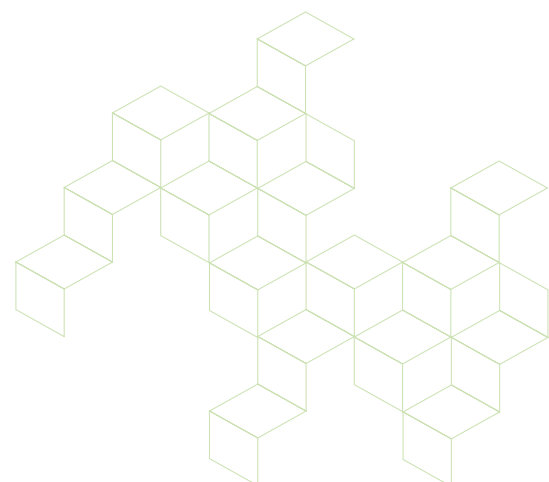


financements. Une autre recommandation clé porte sur l'inclusion, notamment le travail en synergie avec tous les acteurs impliqués dans la chaîne de valeur agricole d'un produit, en accompagnant les femmes et les jeunes, pour élargir le champ d'intervention : « *Les interventions dans les pays doivent davantage prendre en compte leurs spécificités : le contexte socio-politique et économique, les cultures, les us et coutumes, etc.* », a déclaré M. Ismaël NDJEWÉ NDOMBA, Secrétaire Exécutif, Agence Afrique-Madagascar du Café Robusta (ACRAM).

Placer les MPME et les petits exploitants agricoles au centre de la discussion sur le développement durable et la transformation est une priorité, a déclaré M. Mohamed Salifou ISSAKA, Conseiller régional Production, Chaînes de valeur axées sur le marché pour l'emploi et la croissance dans la région de la CEDEAO (MOVE) à la GIZ : « *Il est essentiel de les aider à accéder aux marchés mondiaux et régionaux et de veiller à ce que le financement soit inclusif et adapté à leurs besoins.* » En tant que l'un des partenaires de mise en œuvre du programme ACP Business-friendly, M. Matias URRUTIGOITY, responsable principal de la promotion du commerce du Centre du Commerce International (CCI) a plaidé pour encourager la coopération public-privé, le dialogue et l'harmonisation régionaux ainsi que le soutien politique en vue

d'accroître la valeur ajoutée grâce à la transformation locale.

D'autres interventions et observations des participants ont également fait référence à la nécessité de renforcer la résilience des chaînes de valeur régionales et de promouvoir des systèmes alimentaires durables pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle face au changement climatique. Enfin, renforcer la coopération Sud-Sud pour fournir une plate-forme de partage des connaissances, de création de synergies et de coordination des politiques entre pays producteurs a été une recommandation largement partagée par l'auditoire.





Promouvoir le dialogue public-privé



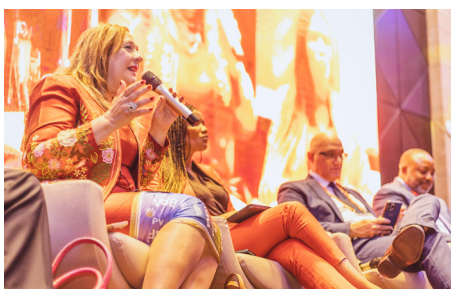
Au cours du dialogue de haut niveau de deux heures organisé le 8 décembre, les intervenants ont discuté de stratégies concrètes sur la manière dont les gouvernements peuvent autonomiser les MPME afin qu'elles continuent à renforcer et à améliorer la compétitivité des économies des pays de l'OEACP. Après les remarques introductives prononcées par S.E. M. Victor FERNANDES, Ministre de l'Industrie et du Commerce de l'Angola, des représentants de toutes les régions de l'OEACP ont abordé des questions liées à la réalité de l'environnement des affaires dans différents pays ACP ; les entrepreneurs moins expérimentés pourraient apprendre de leurs confrères plus expérimentés opérant dans des pays où le tissu entrepreneurial des PME est plus fort. S'appuyant sur l'expérience de son pays, où il y a eu une forte demande publique pour des politiques beaucoup plus actives en faveur des PME, S.E. M. Pável ISA CONTRERAS, Ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement de la République Dominicaine, a expliqué que le gouvernement avait déployé des programmes massifs de crédit à faible coût en faveur des PME visant à stimuler les investissements dans les secteurs marchands et non marchands, dans les secteurs traditionnels ou des entreprises innovantes dans les services, l'industrie et l'agriculture.

Très souvent, les dirigeants africains ont tendance à dire que nous y arriverons petit à petit, a noté S.E. Mme Jacqueline Lydia MIKOLO, Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat de la République du Congo (Brazzaville) : « Non, les jeunes sont pressés, ils ont les mêmes besoins que les jeunes partout ailleurs. Il faut aller vite, et apprendre de ce qui fait déjà recette ailleurs, des bonnes pratiques, pour les appliquer très vite chez nous », a-t-elle déclaré.

S.E. M. Georges Rebelo Pinto CHIKOTI, Secrétaire Général de l'OACPS, a réaffirmé l'engagement de l'Organisation à continuer à jouer un

rôle moteur dans la promotion de la compétitivité de son secteur privé sur le marché mondial en renforçant le dialogue et la coopération Public-Privé. M. CHIKOTI a déclaré : « Notre objectif est de transformer nos économies, en les rendant plus durables, inclusives et résilientes aux chocs externes. »

Présenté comme le bras de plaidoyer et la plateforme pour la coopération et l'engagement du secteur privé au niveau continental africain, l'Africa Business Council (AfBC) appelle à une Afrique compétitive, innovante et sans frontières pour le commerce, l'investissement et l'industrialisation. Comme le résume le Dr Amany ASFOUR, Présidente de l'AfBC : « Pour l'industrialisation, nous avons besoin de technologie ; si on parle de commerce, nous devons nous connaître pour développer des liens commerciaux ; et en ce qui concerne les investissements, nous devons avoir des environnements propices. » Le Dr ASFOUR a énuméré plusieurs piliers pour assurer l'autonomisation du secteur privé : i) renforcer le secteur privé, par la formation, le renforcement des capacités, la sensibilisation, l'information ; ii) mettre en œuvre des politiques favorables aux entreprises, en veillant notamment à ce qu'un pourcentage raisonnable des marchés publics aille aux PME du secteur privé ; iii) inclusion financière - disponibilité de produits financiers ciblant spécifiquement les femmes et les jeunes ; iv) développement de produits : avec des produits locaux compétitifs, à valeur ajoutée, standardisés, emballés, valorisés par des marques propres et conçus pour et par l'Afrique.



Estimant que les MPME dans les pays de l'OEACP ne doivent pas toutes être « peintes avec le même pinceau », Mme Mmantlha SANKOLOBA, Présidente du Forum des Affaires de l'OEACP, a évoqué l'expérience de son propre pays, le Botswana : « Mon pays et son secteur privé ont fourni un effort constant pour soutenir les MPME. Nous avons la politique d'autonomi-

sation économique des citoyens et la campagne de diversification économique, toutes axées sur l'autonomisation des petites entreprises. Nous avons également la stratégie en matière d'approvisionnement du secteur privé favorisant les MPME et qui est facilitée par notre secteur minier », a-t-elle expliqué. Au cours de son intervention, M. Anil Jayant PADARATH, Président de CARICHAM,



Le Réseau des Chambres de Commerce de la Caraïbe, a évoqué insisté sur l'importance d'un dialogue continu entre les gouvernements et le secteur privé, des petites entreprises aux grandes organisations.

Le Pacifique, comme les autres régions, a beaucoup souffert de la crise du COVID-19. Non seulement le marché du tourisme a connu un repli complet, mais les exportations et les importations ont également été fortement impactées par la diminution de l'accès aérien et du fret. Gardant ce passé récent à l'esprit et partageant l'expérience du Continent bleu, M. Stephen Lyon, Président de l'Organisation du Secteur Privé des Îles du Pacifique (PIPISO) et vice-président du Forum des Affaires de l'OEACP a conclu : « Alors que nous cherchons à accroître la compétitivité de nos produits sur les marchés mondiaux, nous ferions bien de tirer parti de nos puissantes marques d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Mais pour cela, nous devons résoudre les problèmes d'expédition et de financement abordable de la croissance. »

Ces deux jours de discussions intensives, d'échanges d'expériences et d'interaction directe ont été clôturés par un moment culturel riche et inspirant offert par le Gouvernement angolais, et illustrer la capacité de ce pays membre de l'OEACP dans l'économie orange.

Découvrez ou revoyez les meilleurs moments des #OACPSBusinessDays sur le site Business ACP : <https://t.co/3SKrz3xGX7>

